



FAIRE LA GUERRE POUR CIVILISER MASQUE (NÉO)COLONIAL DU CAPITALISME FRANÇAIS

Afin de bâtir l'Empire français, puis de maintenir son influence économique et géopolitique, l'armée a toujours eu un rôle central. D'un point de vue anticolonialiste, c'est ce rapport que nous avons choisi de dénoncer ici. Le système militaire français, État dans l'État, est le fruit d'une vieille tradition qui a des conséquences politiques et sociales. Dans le monde entier, de nombreux peuples en sont encore les victimes. L'antimilitarisme du mouvement social doit renaître de ses cendres car, comme l'écrivait Aimé Césaire dans son Discours sur le colonialisme : « Une nation qui colonise, une civilisation qui justifie la colonisation – donc la force – est déjà une civilisation malade(...) »

DE L'EMPIRE FRANÇAIS À LA FRANCAFRIQUE

Prenez la colonisation française là où elle commence, et vous aurez tous les éléments de son évolution ultérieure. En juin 1830, l'armée du général de Bourmont envahit la Régence d'Alger pour redorer le prestige du roi Charles X, mais aussi pour trouver au capitalisme français de nouveaux débouchés, et pour piller de vastes richesses au moment où les caisses de l'État sont vides et où gronde la colère du peuple. Il faut rappeler qu'un long conflit diplomatique opposait alors l'Algérie et la France. Dans le contexte de la révolution française, ce fut l'un des rares pays à soutenir la France. L'historien Benjamin Stora cite ici le journal le Moniteur, qui écrivait en juin 1793 : « Tandis que l'Europe se coalise contre la France libre, une puissance africaine (Alger), plus loyale et fidèle, reconnaît la République et lui jure amitié ». Le Directoire, puis Napoléon Bonaparte, firent d'énormes emprunts en blé à l'Algérie pour mener les campagnes d'Italie et d'Égypte. Mais Bonaparte, et les deux restaurations monarchiques, refusèrent de rembourser l'Algérie. En 1827, Hussein Dey d'Alger donne un « coup d'éventail » dans la figure de Pierre Deval, consul d'Alger, qui opposait un nouveau refus. Cela sera le prétexte de l'intervention française. Toute l'historiographie de l'époque

montre que l'État français s'est efforcé de justifier la conquête de l'Algérie en faisant comme si le pays n'avait ni histoire, ni culture, ni État, et que la France venait apporter la civilisation dans une contrée barbare. Pourtant, la Régence d'Alger du temps de la présence turque (1555 à 1830) « répondait à tous les critères d'un État souverain »¹, selon Stora.

L'ensemble des conquêtes coloniales, tout comme la mentalité qu'elles impliquent, ont toujours cherché à effacer l'histoire des pays colonisés. En Algérie, c'est en particulier la longue histoire arabo-musulmane qu'il fallait systématiquement nier ou dévaloriser. Jusque chez les bonnes âmes de gauche cette mentalité se diffusa, à l'exemple d'Albert Camus qui écrivit : « En ce qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement passionnelle. Il n'y a jamais eu encore de nation algérienne. Les Français d'Algérie sont eux aussi et au sens fort du terme des indigènes. Il faut ajouter qu'une Algérie purement arabe ne pourrait accéder à l'indépendance². » Ce que rejette l'inconscient colonial de Camus, tout comme le fit la colonisation, c'est la part majoritaire arabo-musulmane en Algérie. Comme le montre Edward Said, l'Algérie des romans de Camus ne contient que des héros français, les Arabes n'existent pas. En 2007, dans son discours de Dakar, peu avant de relancer

de massives interventions en Afrique, Sarkozy affirmait que l'Histoire avait commencé sur ce continent avec la colonisation, et qu'auparavant il n'y avait que des mythes et des traditions. C'est ce rejet de l'histoire, de la culture, des religions ou des institutions des autres peuples qui justifie à chaque fois la conquête, son maintien, ou sa réactivation.

Après avoir concédé l'indépendance aux pays colonisés, l'État français met en place dès le début des années 60 une stratégie visant à les maintenir dans la dépendance et à contrôler de près leurs élites. Charles de Gaulle charge son bras droit Jacques Foccart d'organiser des réseaux politiques mafieux, qui s'appuient sur l'armée et les services secrets, pour continuer le pillage du continent africain, massacrer les oppositions, et soutenir des « gouverneurs à la peau noire ». C'est toujours au plus haut sommet de l'État, à l'Elysée, que cette politique est menée. C'est une politique militaire qui ne laisse filtrer que peu d'informations, et beaucoup de désinformations. C'est bien souvent par l'instrumentalisation de guerres civiles que le capitalisme français garde le contrôle sur ses anciennes colonies africaines. Il y a eu plus d'une cinquantaine d'interventions en Afrique entre 1960 et 2016. Le pays africain qui en a subi le plus est le Tchad. Depuis l'indépendance, le scandale du soutien français à tous les dictateurs les plus sanguinaires a fait de ce grand producteur de pétrole le quatrième pays le plus pauvre dans l'échelle du développement humain.

Mais si les responsabilités de la France dans de nombreux massacres, et même dans un génocide au Rwanda, sont bien établies par le travail d'une association comme Survie, l'armée française est pourtant plus que jamais présente en Afrique. Nous allons voir qu'elle a repris aujourd'hui, et à son compte, le prétexte de « guerre contre le terrorisme », dé-

veloppé par le gouvernement américain de George W. Bush au début des années 2000.

DE LA GUERRE DU GOLFE AUX GUERRES CONTRE LE TERRORISME, LES AJUSTEMENTS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

L'armée française participa à la seconde guerre du Golfe contre Saddam Hussein en Irak (1990-91) - la première guerre du Golfe opposant l'Irak à l'Irak de 1980 à 1988. Cette guerre fut menée par les États-Unis en vue de « recoloniser » le monde et de casser une puissance régionale qui profitait de la disparition de l'URSS. La France chercha à tirer parti de cette situation. Le livre « La guerre de Mitterrand » de la journaliste Christine Clerc, écrit pour justifier la stratégie la stratégie des dirigeants français en donne une bonne illustration. Les débats sur le « droit d'ingérence » amorçaient une recomposition de la gauche autour du thème du nouvel ordre mondial, et plus tard du choc des civilisations et finalement aujourd'hui de la « guerre contre le terrorisme ». La France ne participa pas à la troisième guerre du Golfe en 2003 au grand dam du PS et des libéraux du RPR. Mais elle participa à la croisade civilisationnelle menée par les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, en envoyant son armée en Afghanistan.

Le 14 avril 2003 dans le journal Al-Hayat, Edward Saïd réalise l'une de ses nombreuses chroniques contre la guerre en Irak. Il se préoccupe du sort d'un pays dévasté, soumis au pillage de ses ressources et d'une population qui a subi de lourdes pertes civiles inutiles (marchés, écoles, hôpitaux bombardés), et qui a été humiliée, torturée par les soldats américains. Saïd écrit : « Ce que provoquera en définitive une telle guerre est impensable. Mais plaignons les civils irakiens pour tout ce qu'ils auront encore à souffrir avant d'être finalement libérés. » Ce qu'a provoqué cette guerre, c'est une guerre civile entre les anciens partisans de Saddam Hussein, généralement sunnites, et le nouveau pouvoir, élu démocratiquement, qui représente plutôt les chiites, majoritaires dans la population ; mais c'est aussi l'État islamique, né dans le sang des Irakiens et dans les ruines fumantes de leurs cités. Et comme les illuminés de la guerre contre le terrorisme ne modifient pas une recette qui échoue, de nouvelles interventions, comme l'opération

Chammal, à laquelle participe la France depuis l'année 2016, prétend à nouveau libérer l'Irak. Les dirigeants occidentaux, responsables de millions de morts et de la ruine d'un des berceaux de la civilisation, n'hésitent pourtant pas à expliquer le terrorisme par « un rejet de notre mode de vie »...

Dans le monde arabe, la France s'est complètement alignée sur l'impérialisme « atlantiste » américain. Les États-Unis, dont l'image est devenue catastrophique, envoient la France devant eux dans leurs guerres. Dans cette logique, la France participe à l'intervention en Irak pour reprendre Mossoul à l'État islamique en ce début d'année 2017. En Irak et en Syrie, Hollande fut à Obama ce que Blair fût à Bush, un fidèle petit caniche. Pendant que Bachar Al-Assad massacrait son peuple en Syrie, la France adopta la stratégie américaine qui consistait à faire pourrir le conflit par des bombardements parfaitement inutiles, ou à soutenir certains groupes islamistes comme Al-Nosra. Cette participation à la guerre est activement soutenue par les capitalistes français comme les entreprises Total et Areva, qui cherchent à profiter du chaos pour obtenir de nouveaux marchés et rêvent de reprendre la place qui était la leur dans l'Irak de Saddam Hussein.

En Afrique, la présence militaire française permet de rappeler les limites à ne pas dépasser. En 2002, en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo privilégia la Chine au détriment des entreprises françaises. Erreur impardonnable qui déclencha une intervention de l'armée française. Le but officiel de cette opéra-

tion était le maintien de la paix, suite à la rébellion du Nord du pays, soutenue par Blaise Compaoré, le président burkinabè, alors meilleur ami de la France dans la région. En avril 2011, la France évinça définitivement Gbagbo au profit de l'obéissant libéral Alassane Ouattara, ancien haut fonctionnaire du FMI. Les Forces françaises de Côte d'Ivoire, créées en 2012, pérennisent la présence française dans cette région. La France y a des « intérêts stratégiques » selon la prose du ministère de la Défense, dont les bénéficiaires du groupe Bolloré. Un autre coup fourré s'est déroulé au Mali où les troupes françaises avaient été évacuées à la demande du président tiers-mondiste Mondibo Keita en 1961. L'armée malienne était depuis équipée et formée par les États-Unis. En 2012, la défection de plusieurs officiers maliens, et le la guerre d'indépendance pour le nord du Mali, lancée par Mouvement de libération de l'Azawad (MNLA), appuyé de longue date par la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure) et certains hommes politiques français, précipita l'écroulement de l'armée malienne. Dans ce contexte, la montée en puissance des djihadistes du Mujao et d'Ansar Dine (respectivement une scission d'Al Qaïda et une version locale de DAESH) servit de prétexte à l'armée française pour revenir dans un pays qu'elle avait quitté depuis cinquante ans - c'est l'opération « Serval ». Avec moins de succès stratégique, l'opération « Sangaris » en République Centrafricaine avait aussi comme but, en se substituant à une intervention de maintien de la paix africaine ou internationale, de réaffirmer la prééminence de la France sur le pays³...



UN SOLDAT FRANÇAIS DE L'OPÉRATION BARKHANE LE 30 MAI 2015 À GAO (MALI). PHILIPPE DESMAZES (AFP).



«LE DOCTEUR MAFFRE ATTACHÉ À LA DIRECTION ARABE D'ORAN. SON PETIT NÈGRE FARADJI» (ALGÉRIE)

PHOTO ET LÉGENDE DE FÉLIX MOULIN (1855). LE PHOTOGRAPHE PARLE DU BUREAU ARABE D'ORAN. LES BUREAUX ARABES ÉTAIENT L'UN DES OUTILS DE PÉNÉTRATION CULTURELLE ÉLABORÉS PAR L'ARMÉE FRANÇAISE.

Les interventions françaises sont également une réponse aux mouvements populaires comme ceux de la Tunisie (2011) ou du Burkina Faso (2014). La guerre et l'instrumentalisation du terrorisme sont des moyens d'empêcher à tout prix les populations d'accéder à une autonomie qui serait synonyme d'une expulsion de la France hors d'Afrique. Le gouvernement français s'allie au nom de la « guerre contre le terrorisme » à des régimes qui servent surtout ses intérêts économiques et stratégiques, et lui permettent de conserver un poids majeur sur la scène internationale. Les populations subissent bien plus la violence d'État et la prédation économique que le terrorisme islamique.

Au premier plan du business de la guerre, il ne faut pas oublier l'importance du marché des armes. Le volume des ventes d'armes dans le monde est depuis quelques années revenu au ni-

veau qu'il avait depuis la guerre froide selon le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). Selon cet institut, avec des entreprises comme Thales, Safran ou Dassault, la France est désormais le quatrième vendeur d'armes dans le monde. Comme l'indique Philippe Leymarie qui tient le blog « Défense en ligne », la France « en grande partie grâce à ses quelques très bons clients au Proche-Orient, affiche un excédent de sa balance commerciale pour l'armement, ce qui contribue à réduire son déficit global d'environ « cinq à huit points chaque année sur la période 2008-2013⁴. »

A ce long panorama de la présence militaire française hors de ses frontières, il faut rajouter le rôle que joue l'armée française dans les confettis de l'empire encore rattachés de force à la « métropole ». En Guadeloupe, en mai 67, la répression du GONG fit une dizaine de

morts. En Kanaky, elle a réprimé dans le sang les soulèvements de 1984 à 1988, assassiné Éloi Machorro et commis le massacre de la grotte d'Ouvéa. Et aujourd'hui encore, aux Comores, et ce après la mort de Bob Denard, mercenaire des services secrets français responsable de plusieurs coups d'États, l'armée française et les garde-côtes empêchent les familles comoriennes séparées par l'annexion illégale de Mayotte de pouvoir se réunir et mènent une guerre aux Comoriens qui tentent de débarquer sur cette île pourtant considérée par l'ONU comme partie intégrante des Comores.

LA RÉACTIVATION DES DOCTRINES COLONIALES AU SERVICE DE LA RÉPRESSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DU RACISME D'ÉTAT

Pour comprendre les politiques sécuritaires menées par la France sur son sol, il est indispensable de bien analyser les agissements de l'armée française à l'extérieur du territoire. Premièrement, parce que les attentats en France sont une conséquence directe de ces guerres. Nous sommes visés non pas pour nos mœurs, nos valeurs morales ou « nos terrasses », mais parce que nous sommes les belligérants de nombreuses guerres. Ceux que notre État combat, sans que le mouvement social ait la force de s'y opposer, répondent à l'agression. Le discours dominant qui assimile sans cesse les attentats à un conflit d'ordre religieux ou culturel n'a qu'un seul but : toujours plus de guerre.

Il est nécessaire d'évoquer aussi les conséquences de ces guerres sur nos droits et nos libertés. Dans l'un de ses derniers rapports sur l'état des libertés en France, Amnesty international montre que suite à la mise en place de l'état d'urgence seules 0,3% des mesures de répression ont conduit à une enquête judiciaire pour faits de terrorisme. Des milliers de personnes ont été assignées à résidence, majoritairement des musulmans, alors qu'ils se sont donc avérés, pour la quasi-intégralité d'entre eux, tout à fait innocents. C'est l'oppression de l'État et de la bourgeoisie contre ceux qui sont musulmans, ou assimilés parfois à tort comme tels, qu'on appelle islamophobie. Ces assignations n'ont pas d'autres buts que de désigner les musulmans comme des parias, en suivant la vieille tradition fran-

çaise, antisémite et coloniale, dans une démarche purement électoraliste, mais aussi de légitimer « la guerre contre le terrorisme » qui oppose l'islam à l'occident dans un remake des théories moyenâgeuses les plus échevelées. Cette répression a aussi été utilisée contre le mouvement social, avec des assignations à résidence visant des militants (assimilés de fait au terrorisme), et des interdictions de manifester, alors qu'il s'agit de l'un des héritages les plus importants du mouvement social.



Le colonialisme et le néocolonialisme, avec leurs suites de guerres et de pillages des richesses, leur soutien aux dictateurs, mais aussi avec l'imposition d'un marché international du travail qui perpétue l'exploitation de la main d'œuvre immigrée ou des formes d'esclavage pour les travailleurs sans-papiers, sont les premiers responsables de l'exil massif vers l'Europe de millions de per-

sonnes. C'est d'abord dans ce sens qu'il y a un prolongement du colonialisme par l'État français jusque sur son propre territoire. Mais la violence militaire en Afrique a également un lien structurel, dans son racisme, avec les violences policières dans les quartiers populaires français. La réaction populaire suite au viol de Théo Luhaka à Aulnay-Sous-Bois a mis à jour le fait que de nombreux autres viols de ce type sont régulièrement commis sur les populations noires et arabes dans les quartiers populaires. Les crimes policiers obéissent à une logique raciste inéluctable. Coloniser un pays, c'est dominer ses habitants non seulement militairement mais en imprimant la marque de la domination sur le corps même du colonisé. C'est l'inférioriser, le transformer en objet sexuel, prostitué ou violé, le représenter en sous-homme légal, exécutable extrajudiciairement, le transfigurer en « chose » qu'on peut torturer. En avril 2015, le quotidien britannique The Guardian révélait que des viols avaient été commis par les soldats français de l'opération Sangaris en Centrafrique sur des femmes et des enfants. Ces centaines de viols commis par les soldats français n'ont pour le moment déclenché aucune information judiciaire⁵. Comme pour les crimes policiers, l'impunité est la règle dictée au plus au sommet de l'État.

Ce qui est pratiqué en Afrique ou au Proche-Orient est pratiqué en France dans les banlieues, sur les personnes originaires des mêmes communautés. C'est un choix politique de maintien de l'ordre. Ce sont les représentants les plus nostalgiques du temps des colonies qui se trouvent à la tête des états-ma-

jors de l'armée et de la police et qui appliquent sur le terrain leur vision rétrograde du monde. Plus encore, les gros bras employés pour la sécurité du Front national sont le vivier des mercenaires français en Afrique : la vingtaine de sociétés françaises de mercenaires recrutent en effet leurs hommes dans la garde présidentielle de Marine Le Pen. Ce sont certains de ces mêmes hommes qui font de l'entrisme à la BAC ou à la BST, en première ligne pour réprimer les mouvements sociaux, qui organisent les manifestations de policiers, ou se spécialisent dans la provocation et l'infiltration.

La CNT est partie prenante de la lutte contre les guerres. Elle milite pour l'auto-détermination des peuples et l'abolition des classes sociales. Elle refuse les schémas qui impliquent de lutter contre un impérialisme en soutenant un autre impérialisme. Même si la fin de la domination coloniale passe par la reconnaissance du choix de certains peuples de leur indépendance nationale, le but de notre internationalisme est un monde débarrassé de l'oppression capitaliste et géré par l'ensemble des travailleurs et des opprimés. Tout naturellement nous entretenons des relations de solidarité réciproque avec les organisations syndicales de lutte de classe et anti-coloniales dans le monde. Les organisations émanant des exploités eux-mêmes peuvent constituer des possibilités de luttes émancipées du pouvoir de l'État.

LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA CNT

(1) Benjamin Stora, Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954), Paris, La Découverte, 1991.

(2) Albert Camus, Chroniques algériennes, 1958, cité par Edward Saïd in Albert Camus ou l'inconscient colonial, Le Monde diplomatique, novembre 2010.

(3) Deux rapports de l'association Survie reviennent plus en détails sur l'ensemble des interventions que nous venons d'évoquer. cf Cinq interven-

tions pour un empire, L'interventionnisme militaire française en Afrique, survie.org, janvier 2017 et Coopération militaire française au service des dictatures, survie.org, avril 2016.

(4) Philippe Leymarie, La grande chasse aux milliards, Le Monde diplomatique, avril 2016

(5) Justine Barbant et Leïla Miñano, Les crimes impunis de l'armée française, mediapart.fr, 3 janvier 2017,

[HTTP://WWW.CNT-F.ORG/INTERNATIONAL/](http://www.cnt-f.org/international/) — INTERNATIONAL@SI.CNT-FR.ORG



Ce texte est un extrait du troisième numéro de notre revue **TERRE & LIBERTÉ** qui sort au mois de mars 2017 sur le thème du (néo) colonialisme. «Vous y lirez des articles sur le colonialisme français dans le monde (Afrique, Proche-Orient, Kanaky) et sur le territoire métropolitain (Corse, Pays-Basque). Vous pourrez retrouver la revue sur notre site, vous abonner ou la commander par mail.